

APRÈS LA CHUTE DE BAYROU

CE RÉGIME EST EN CRISE

**REPRENONS
NOS AFFAIRES
EN MAIN!**

REPRÉVE
BLOCAGES-MANIFS-AG

CAPITAL



ZOOM

Gaza. Soutenir la Global Sumud Flotilla, briser le blocus, stopper le génocide

Page 3

INTERNATIONAL

USA. Trump veut une Amérique plus militariste et belliqueuse

Page 4

ARGUMENTS

La répression islamophobe et la fascisation qui vient

Page 5

CHAMP LIBRE

Kanaky. Entretien avec Christian Tein, président du FLNKS

Page 8

Édito

La matraque et le bâillon

Par RACKHAM

« **L**a prise en compte du statut des journalistes telle que consacrée par le schéma national du maintien de l'ordre ne trouve pas à s'appliquer dans un contexte de violences urbaines. » C'est avec ces quelques mots que Retailleau a signifié aux forces de l'ordre qu'il comptait enfoncer les derniers clous dans le cercueil de la presse libre.

Le Schéma national des violences urbaines (SNVU), pondu discrètement par le ministère de l'Intérieur le mois dernier à destination des forces de l'ordre, se veut le mode d'emploi des actions à mener avant, pendant et après les émeutes urbaines. Le mot d'ordre est clair : dehors, la presse ! Les violences urbaines sont définies comme « *tout acte violent commis à force ouverte contre des biens, des personnes et/ou des symboles de l'autorité de l'État, par un groupe généralement jeune, structuré ou non, commis sur un territoire donné* » — une description suffisamment vague pour pouvoir être invoquée dès lors que le pouvoir en place rencontre la moindre contestation.

Le texte entérine un cadre juridique d'exception : pas de sommations préalables ; l'usage de la force relève de l'agent sur le terrain ; l'usage des armes dites « *de force intermédiaire* » (taser, LBD et grenade de désencerclement) est élargi ; les garanties spécifiques aux journalistes disparaissent.

En supprimant la prise en compte du statut des journalistes, Retailleau retire les droits concrets qui permettent la documentation, comme le fait d'utiliser un équipement de protection, de sortir d'une nasse avec la carte de presse, de ne pas être interpellé ou tout simplement de conserver son matériel. Empêcher les journalistes de travailler, c'est invisibiliser les violences et prendre le contrôle du récit médiatique (déjà bien aux mains de la bourgeoisie). Retailleau prépare une nouvelle fois le terrain au fascisme. Refusons ce huis clos. Exigeons le retrait de cette circulaire, soutenons les recours syndicaux, et imposons, par la mobilisation populaire, que les journalistes puissent travailler, sans entraves ni matraques.

Bien dit

Je ne supporte pas de vivre dans un monde qui banalise l'extermination de tout un peuple.

ADÈLE HANEL, le samedi 6 septembre, juste avant d'embarquer dans une flottille pour Gaza.

À la Une

Pour dégager Macron, grèves, manifs et blocages jusqu'au 18 !

Les records que la macronie fait tomber depuis 2023 montrent la profondeur de la crise de régime.

C'est donc le 4^e Premier ministre qui chute et, pour la première fois dans l'histoire de la 5^e République, sur un vote de confiance. Profondeur de la crise, illégitimité du pouvoir macroniste mais également pourrissement des institutions dans une situation où tout semble fait pour ouvrir les portes du pouvoir à l'extrême droite. La situation est donc pleine de dangers. Et c'est bien par la mobilisation que nous pourrions imposer une solution progressiste, qui réponde aux intérêts de notre camp social : partage des richesses, hausse des salaires, retraite à 60 ans, développement des services publics et extension de la sphère de la gratuité, régularisations, etc.

La journée du 10 lance la contre-offensive

Le 10 a montré les possibilités et les défis que doit relever le « mouvement du 10 septembre ». Dans un contexte où l'ensemble de la gauche sociale et politique ne s'est pas totalement saisie de cette journée, les rassemblements et manifestations du mercredi ont néanmoins réuni de manière conséquente. Suffisamment pour montrer que la colère est bien là. Après les 200 rassemblements pour le pot de départ de Bayrou lundi, la mobilisation est au rendez-vous et montre que Macron, Bayrou et leurs politiques sont rejetés massivement dans le pays. Ils sont minoritaires politiquement et gouvernent pour une infime partie d'ultra-riches. Après la chute de Bayrou et de



François Bayrou devant l'Assemblée nationale lors du vote de confiance au Premier ministre, le 8 septembre 2025. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

son gouvernement, la journée du 10 lance la contre-offensive des classes populaires et de la jeunesse. L'enjeu est maintenant d'inscrire ce mouvement dans la durée. Et qu'il puisse continuer à bousculer les agendas politiques et syndicaux.

Renforcer l'auto-organisation

Enraciner la mobilisation passe par renforcer l'auto-organisation en impulsant des AG là où nous sommes : quartiers, lieux d'études, lieux de travail, etc., et en mettant au service de la mobilisation nos ressources militantes et logistiques. C'est dans ces AG que se décidera la suite de la mobilisation, c'est dans ces AG que se nouent les relations militantes qui permettent l'accumulation d'expériences et la construction du rapport de forces. C'est dans ces AG que peuvent se discuter de la manière la plus démocratique les revendications et les moyens d'action.

Pour de nombreuses personnes, c'est la première mobilisation. Il y a un enjeu à accumuler très vite une expérience de débats et d'actions collectives. La qualité et le nombre des structures d'auto-organisation, notamment dans les entreprises, est la seule manière pour le mouvement de construire sa dynamique propre et de continuer à imposer ses propres rythmes de mobilisation.

Vers la grève du 18

Clairement, la prochaine date à préparer est la grève du 18. Mais les mobilisations du 10 septembre ont aussi leur propre temporalité. Durer implique de se relier aux secteurs en lutte et aux réseaux militants qui se mettront en grève le 18 sans pour autant caler le rythme du mouvement du 10 septembre sur celui des directions syndicales. À terme, nous voulons voir ces deux mouvements converger. Et si le 18 septembre doit être

dans la ligne de mire des comités du 10 septembre, ces derniers doivent se doter d'échéances propres avant le 18 et après.

Construire des actions relais

C'est à l'échelle des foyers, des quartiers, des entreprises que nous devons contribuer à faire émerger des collectifs qui discutent de la suite. Travailler à proposer des dates et des actions-relais qui permettent d'enraciner le mouvement. Dans certaines villes se discute déjà l'organisation de manifestations pour le samedi 13 septembre. Après le 10, il y a un enjeu important de poursuivre les différentes formes de mobilisations et de faire la jonction avec la journée de grève interprofessionnelle du 18 septembre. Il y a un enjeu à construire une riposte massive contre la répression de ce gouvernement déchu et face à un pouvoir illégitime.

C'est le système qu'il faut changer

Car la chute de Bayrou ne suffit pas. Après Bayrou, c'est à Macron de partir ! Il faut aller chercher Macron et tous les autres, par la rue et par la grève ! Au-delà, c'est le système qu'il faut changer en profondeur : c'est nous qui travaillons, donc c'est nous qui décidons. Seule notre mobilisation permettra de faire reculer le patronat et les gouvernements à son service. Il est temps d'imposer un autre partage des richesses et d'en finir avec les institutions de la 5^e République.

William Donaura et Victor Zak



À Paris, devant la mairie du 20^e arrondissement. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



À Saint-Étienne. PHOTOTHÈQUE ROUGE / OLL



À Strasbourg. PHOTOTHÈQUE ROUGE / ALEXANDRE

À Paris, Strasbourg, Saint-Étienne... partout en France, des rassemblements se sont tenus devant les mairies lundi 8 septembre en soirée pour célébrer le départ de Bayrou après le refus de la confiance par l'Assemblée nationale. À Lyon, Rennes, Toulouse ou Grenoble, ces rassemblements se sont transformés en manifestations. Un tour de chauffe avant la journée du 10 octobre.

GAZA Soutenir la Global Sumud Flotilla, briser le blocus, stopper le génocide

Alors que le génocide se poursuit depuis plus de 700 jours, une mobilisation internationale inédite se lève. 60 bateaux et 500 volontaires venus de 45 pays prennent la mer pour Gaza, malgré les menaces et la répression.

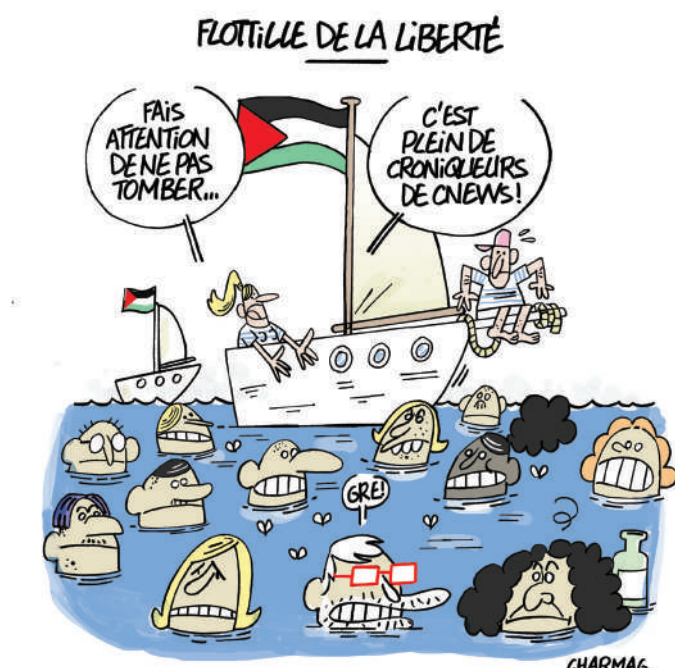
Après plus de 700 jours de génocide, l'arrêt de la CIJ, la dénonciation de la famine à Gaza par l'ONU, il n'est plus possible de dire que l'on ne sait pas. Le nettoyage ethnique apparaît clairement comme un objectif du gouvernement israélien, qui ne cache pas sa volonté de s'accaparer toute la Palestine et même au-delà.

L'impunité encore

Le 8 septembre, suite à l'attaque d'un bus à Jérusalem-Est occupée, Netanyahu a donné l'ordre aux GazaouiEs de partir, promettant une opération terrestre encore plus terrible que toutes les précédentes. C'est le genre d'annonces qui a justifié un mandat d'arrêt contre le Premier ministre génocidaire, mais l'impunité se poursuit. Là où la plupart des gouvernements et responsables politiques s'enfoncent dans la complicité avec Israël, des personnes courageuses s'engagent de mille et une manières, jusqu'à tenter d'aller rompre le blocus de Gaza.

La mobilisation reste forte, la répression aussi

La semaine dernière, plus de 40 rassemblements ont eu lieu dans toute la France pour soutenir l'initiative Thousand Madleens. Dans toute l'Europe, les manifestations ont repris avec une très grande ampleur : des



milliers de manifestants à Paris, plus de 100 000 à Bruxelles, pas moins à Londres, où la police a arrêté 890 manifestantEs qui tenaient une pancarte en soutien à Palestine Action. Le gouvernement travailliste a justifié cette répression en qualifiant le groupe de « terroriste ». Les initiatives de solidarité se poursuivent régulièrement partout depuis quasiment deux ans. Pourtant, en France, nous ne sommes pas parvenus à faire fléchir le soutien à Israël. La France a continué à livrer des

armes à Israël et aucune sanction n'a été prise.

60 bateaux, 500 volontaires, 45 pays

Heureusement, les peuples ont réussi à se remobiliser contre le génocide en Palestine. Des flottilles ont navigué une semaine depuis Barcelone jusqu'à la Tunisie, avec notamment à bord Ada Colau, l'ex-maire de Barcelone, pour rejoindre le grand départ. Adèle Haenel a annoncé, il y a quelques jours, avoir rejoint la Global Sumud

Flotilla en Tunisie : « Notre but est d'apporter de la nourriture et des médicaments à la population de Gaza, qui est en proie (...) à une famine délibérément orchestrée par le gouvernement israélien. Nous sommes uniEs par la volonté d'agir pacifiquement pour ouvrir un corridor humanitaire et briser le blocus illégal imposé par l'État israélien à Gaza. » Parmi ces délégations, on compte aussi des députéEs françaisEs et des personnalités influentes comme la militante écologiste Greta Thunberg ou Mandla Mandela. Ce ne sont pas moins de 60 bateaux et 500 volontaires de 45 pays différents qui s'élancent vers Gaza, malgré les menaces qui pèsent sur la plus grande délégation humanitaire jamais mobilisée. Une flottille a déjà subi une attaque de drone à Tunis. Cela n'entame pas la détermination des volontaires. L'arrivée des bateaux est prévue pour la mi-septembre. Parce qu'un génocide il faut tout faire pour l'empêcher, il est essentiel de placer les questions de racisme et la Palestine au cœur du mouvement social. Cela passe par le soutien à toutes les initiatives de solidarité avec la Palestine, une protection citoyenne des flottilles pour briser le blocus de Gaza, et l'amplification des pressions pour obtenir des sanctions contre l'État colonial israélien.

Monira Moon

SÉCURITÉ SOCIALE Doublement des franchises et attaque contre l'AME... Le plan Bayrou sans Bayrou ?

Le Parlement et la rue refusent Bayrou et son plan ? Nous les ferons passer par décrets ! C'est le coup de force contre la démocratie annoncé par la Macronie, avec ses projets de décrets sur le doublement des franchises médicales et l'attaque contre l'AME, l'aide médicale de l'État aux sans-papiers.

Le Conseil de la Cnam a rejeté ces projets. Mais son avis n'est que consultatif ! Instaurés par Sarkozy, forfaits et franchises sont un droit de péage à acquitter pour accéder aux soins, non remboursables par la Sécurité sociale et les mutuelles, pour réduire les dépenses de santé remboursées.

Doublement des forfaits et franchises médicales

La participation forfaitaire pour consultation médicale, radio ou analyse passerait de 2 à 4 euros. La franchise sur chaque boîte de médicaments, acte paramédical effectué par les infirmières, kinés, orthophonistes, orthoptistes ou pédicures passerait de 1 à 2 euros. Tandis que la franchise sur chaque transport sanitaire passerait de 4 à 8 euros, 16 euros pour un aller-retour. Le maximum annuel des franchises et des forfaits doublerait de 50 à 100 euros, soit 200 euros au total, si on ne les empêche pas en bloquant tout ! Les plus malades, qui sont aussi souvent les plus pauvres, les précaires, les femmes, les personnes vivant en situation de handicap, verront encore augmenter le reste à charge pour accéder au droit à la santé.

Attaque contre l'AME

L'AME permet aux personnes en situation irrégulière, au revenu inférieur à 862 euros et ayant plus de trois mois de présence, d'être couvertes pour les soins médicaux. Le budget de l'AME, autour de 1,3 milliard d'euros, c'est seulement 0,5% du budget de l'Assurance maladie. Alors que les exonérations de cotisations offertes au patronat représentent 89 milliards d'euros en 2023, pour un budget de la branche maladie de 247 milliards, soit 36% du budget de la Sécu ! Les sans-papiers qui travaillent cotisent à la Sécurité sociale sans pouvoir en bénéficier et seulement 51% des personnes éligibles à l'AME en demandent le bénéfice. S'appuyant sur le rapport Stéphanini-Evin, le projet de décret veut durcir les conditions d'accès, avec plus de pièces justificatives difficiles à fournir, notamment des documents portant photographie d'identité. Il veut conditionner l'AME aux ressources du conjoint, « une sortie sèche de toute couverture santé d'une personne sans-papiers en couple avec un conjoint français ou étranger en situation régulière », selon Médecins du monde, qui pointe aussi le risque d'« accroître

les situations d'emprise et de dépendance conjugale subies par des femmes étrangères en situation irrégulière, ce qui pourrait les amener à être davantage exposées à des violences conjugales, intrafamiliales, sexistes et sexuelles ».

Un cadeau à Retailleau et Bardella

Ce projet de décret est un cadeau à Retailleau pour chasser sur les terres mensongères du RN. En 2012, en Espagne, le gouvernement conservateur supprime l'AME, avec la promesse d'économiser « 500 millions d'euros » et d'éviter le « tourisme sanitaire ». Or c'est l'inverse qui se produit, avec des conséquences dramatiques. En trois ans, une augmentation de 15% de la mortalité des sans-papiers, aucune économie — car il est plus coûteux de soigner une pathologie que de la prévenir — et les urgences encore plus saturées — car seule l'aide médicale d'urgence était maintenue. Ce qui accroît le risque pour la santé de toutes les EspagnolEs, du fait notamment de l'arrêt du dépistage de maladies contagieuses. On l'aura compris, la Macronie fera tout pour faire passer ses plans d'économies, même si le soldat Bayrou disparaît. Contre les 44 milliards d'euros d'économies, la suppression de deux jours fériés, une attaque de 5,5 milliards contre la Sécu et l'hôpital, bloquons tout pour virer non seulement Bayrou, mais aussi Macron et leur monde.

Frank Prouhet

No comment

On les encercle et après, on les tape. On les tape.

BRUNO RETAILLEAU, sur TF1 le samedi 30 août au 20h, fait ensuite mine se reprendre pour affirmer qu'il s'agit uniquement d'administrer des amendes à celles et ceux qui organisent des rave party non déclarées. Mais le message est passé.

Agenda

12-13-14 septembre, Fête de l'Humanité, Le Plessis-Pâté/Brétigny-sur-Orge (91). Retrouvez le stand du NPA avenue Bobby Sands à l'entrée de la fête (lire page 7).

Jeudi 18 septembre, journée de grève intersyndicale contre le budget Bayrou.

Samedi 20 septembre, «La manif du futur» contre la poubelle nucléaire, Bure (55). Lire page 6.

Samedi 20 septembre, réunion de rentrée du NPA-l'Anticapitaliste 67 «Changer la société! Quelle radicalité dans nos luttes féministes et de jeunesse?», Strasbourg (67). À 14h à la Maison des Associations de Strasbourg, 1A place des Orphelins.

Lundi 22 septembre, Centre d'études marxistes «Les internationalistes face aux guerres» avec Manon Boltansky et Edwy Plenel, Montreuil (93). À 19h, 2 rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Mercredi 24 septembre, «Plutôt vivre!», rencontre avec les autrices Charlotte Puiseux et Chiara Kahn, Paris 13^e. À 19h, Béton salon, 9 esplanade Pierre Vidal-Naquet. Revenir sur l'histoire de la construction sociale du validisme — non pas vivre malgré mais vivre avec — et apprendre à sortir des logiques productivistes — ne plus avoir honte d'être vulnérables. Avec la librairie La Brèche.

Mercredi 1^{er} octobre, meeting contre la guerre et l'austérité avec Philippe Poutou, Thomas Sommer, Madeleine Papet et Estelle Joannin, Toulouse. À 20h, salle Osète, 6 rue Pelissier.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ASIE DU SUD-EST Révolte populaire en Indonésie, contre la corruption et la militarisation

Depuis fin août, une vague de mobilisations secoue l'Indonésie. Partie d'un rejet de la corruption et de l'enrichissement de l'élite, la révolte a pris de l'ampleur après la mort d'un jeune chauffeur percuté par un blindé de la police. Brutalement réprimé, le mouvement dénonce la militarisation du régime de Subianto et l'aggravation des inégalités sociales.

Immense archipel de 2 millions de kilomètres carrés, l'Indonésie est le 4^e pays le plus peuplé, 290 millions d'habitantEs, dont la très grande majorité est musulmane. Elle joue un rôle majeur au sein des pays du Sud et vient de rejoindre le groupe des BRICS. Contre une augmentation abusive des salaires des parlementaires, une large mobilisation s'y est déployée depuis le 25 août.

Contre un système de corruption

C'est tout le système de corruption de l'élite au pouvoir qui était visé par les manifestantEs. La mort d'un chauffeur de mototaxi, Affan Kurniawan, 21 ans, percuté par un véhicule blindé de la police, qui lui a roulé dessus, a radicalisé le mouvement. La mort d'Affan a été largement partagée sur les réseaux sociaux. Il faisait partie des 3 millions de chauffeurs en ligne, travailleurs informels mais essentiels à la mobilité dans les agglomérations. Le mouvement s'est rapidement répandu dans l'ensemble des régions. La réaction du gouvernement a été d'une particulière brutalité : dix morts, une vingtaine de disparus et plus de 1 680 arrestations.

Coupes sociales et militarisation

La détérioration continue des conditions de vie et les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation sont la source de cette révolte populaire. Les dépenses publiques consacrées à la défense explosent : en mars, deux sous-marins français ont été commandés à Naval Group, et le président Subianto a signé à Paris, lors du défilé du 14 juillet, un accord pour l'acquisition de nouveaux avions de combat Rafale. Surtout, les étudiantEs, les femmes de l'Alliance des femmes indonésiennes (API) et les travailleurEs redoutent que le régime se durcisse et que la militarisation de la sécurité publique se renforce. Une inquiétude ravivée par un projet de loi qui marque le retour d'une pratique héritée de l'ère du dictateur Suharto (1967-1998) : autoriser les militaires à occuper des postes civils sans quitter l'uniforme.

Une répression brutale

Le président Prabowo Subianto a donné l'instruction explicite aux soldats de réprimer les émeutes, un signal alarmant. Prabowo est le gendre du dictateur Suharto, responsable du massacre du PKI, un des plus grands partis communistes de la fin des années 1960. En 1965-66, près de 2 millions de membres du parti ou de personnes proches ont été massacrés. Un quadrillage militaire et policier impressionnant a forcé le retour au calme dans les rues de Jakarta. Ce n'est que partie remise. La corruption, la militarisation de la société, le creusement des inégalités et le développement de la pauvreté continueront à aggraver la colère populaire.

Cette révolte est un premier avertissement contre le glissement inquiétant d'un régime où l'apparence démocratique masque un contrôle renforcé des libertés publiques. Comme un symbole, malgré la situation sociale tendue dans son pays, le président Prabowo Subianto a paradé le 4 septembre sur la place Tiananmen, aux côtés de trois des dirigeants les plus autoritaires de la planète : Xi Jinping, Vladimir Poutine et Kim Jong-un.

Dominique (Tarn-sud)

ÉTATS-UNIS Trump veut une Amérique plus militariste et belliqueuse

Derrière ses prétentions à incarner la paix, Donald Trump multiplie les actes militaires et les menaces d'escalade. Rebaptisant le département de la Défense en département de la Guerre, il affiche sa volonté d'une Amérique plus belliqueuse, au-dehors comme au-dedans.

Donald Trump a rebaptisé le département de la Défense des États-Unis, qui s'appelle désormais le département de la Guerre. Ce changement de nom suggère que Trump veut un pays encore davantage tourné vers la guerre, malgré ses affirmations selon lesquelles il serait un artisan de la paix. En réalité, l'administration Trump affiche déjà un bilan impressionnant en matière d'actions militaires.

Un «artisan de la paix» aux bilans inexistantes

Trump a pratiquement supplié qu'on lui décerne le prix Nobel de la paix, affirmant qu'il avait mis fin à six ou sept guerres dans différents pays. Il dit avoir instauré des relations pacifiques entre Israël et l'Iran, le Rwanda et la République démocratique du Congo, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Thaïlande et le Cambodge, l'Inde et le Pakistan, l'Égypte et l'Éthiopie, ainsi que la Serbie et le Kosovo. Pourtant, aucun de ces conflits n'a réellement été réglé. Et il n'a rien fait pour mettre fin à la guerre de la Russie contre l'Ukraine et la guerre d'Israël contre Gaza.

De l'Iran au Venezuela, Trump sème la guerre

Le président autoproclamé de la paix s'est en réalité livré à plusieurs actes violents et guerriers. En janvier 2020, Trump a ordonné une frappe de drone qui tua le général iranien Qassem Soleimani à Bagdad, sans approbation du Congrès ni du gouvernement irakien, alors que les États-Unis n'étaient pas en guerre avec l'Iran. En juin 2025, lors de la guerre israélo-ira-

nienne, l'aviation et la marine américaines ont frappé trois installations nucléaires iraniennes, sans déclaration de guerre. Plus récemment, Trump a fait couler un « bateau de drogue vénézuélien », supposément lié au cartel Tren de Aragua, sans preuve et au mépris du droit international, causant la mort de 11 personnes. Son geste, salué par le sénateur Lindsey Graham, a été présenté comme un avertissement, et Trump a promis d'autres attaques similaires avec son équipe. Dans les Caraïbes, la marine américaine a renforcé sa présence avec huit navires de guerre et un sous-marin, tandis que Trump a

doublé à 50 millions de dollars la prime pour l'arrestation du président vénézuélien Nicolás Maduro, qu'il accuse de narcotrafic. Certains redoutent une guerre ouverte, d'autant que Trump a aussi évoqué l'idée de s'emparer du Groenland ou de « reprendre » le Panama.

Frappes extérieures et militarisation intérieure

Depuis des mois, Trump autorise des attaques militaires non médiatisées dans plusieurs régions du globe. Le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) a rapporté ce mois-ci que, depuis son retour à la présidence, les

TRUMP TRANSFORME LE DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, EN DÉPARTEMENT DE LA GUERRE



États-Unis ont mené 529 frappes aériennes dans 240 lieux différents au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique. Ce chiffre est proche du total de 555 frappes menées par l'administration de Joe Biden pendant l'intégralité de son mandat de 2021 à 2025. Mais Trump ne veut pas seulement employer l'armée à l'étranger : il se prépare aussi à faire la guerre au peuple américain. Il prévoit maintenant d'envoyer des troupes à Chicago, comme il l'a déjà fait à Los Angeles et à Washington D.C. Trump a publié : « Chicago va bientôt découvrir pourquoi on appelle ça le département de la GUERRE. » Trump se transforme en dictateur agressif, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, et c'est au peuple de l'arrêter.

Dan La Botz

À lire sur le site

Gaza. Demander à la résistance de déposer les armes en dit si long sur nous, par Marie Schwab



AFRIQUE RDC : la paix introuvable

La guerre continue malgré l'accord de paix entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, signé à Washington sous les auspices de Trump.

Dès le début, les observateurs étaient circonspects sur l'arrêt du conflit, du fait de la mise en place de deux processus de paix parallèles et intimement liés.

Deux accords de paix

Le premier, parrainé par les USA, est un accord entre États, la RDC et le Rwanda. Il a été signé le 27 juin dernier. De l'avis même des acteurs, il prend du retard, notamment sur la question du retrait des forces rwandaises du territoire congolais. Il est conditionné à la mise hors jeu, par les forces armées de la RDC (FARDC), des FDLR, une milice composée d'anciens génocidaires dont le Rwanda surestime le danger, considérant qu'elle représente une menace existentielle. Le second accord, toujours en discussion, est celui de Doha, cette fois-ci entre la RDC et la milice M23/AFC, massivement soutenue par le Rwanda. Elle a conquis une large part du territoire de l'est du pays en occupant les principales villes de Goma et Bukavu. Les pourparlers piétinent. Les autorités congolaises exigent de recouvrer leur autorité sur



RDC, camp de déplacés Kashaka & Shabindu. WIKIMEDIA COMMONS

l'ensemble du territoire, quand le M23/AFC parle de cogestion de la région. Si le M23, au début, était une rébellion strictement militaire, elle s'est transformée en force politique avec l'adjonction de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), dirigée par Corneille Nangaa.

Régime parallèle et essor des milices

Cette milice a rapidement installé une nouvelle administration pour gérer les territoires conquis. Des gouverneurs ont été nommés, des tribunaux institués et, depuis peu, une police a été créée avec l'embauche de nouveaux fonctionnaires. Les chefs coutumiers opposés à ce nouveau pouvoir ont été écartés et parfois éliminés physiquement. L'autre problème épineux est celui de la démobilisation des forces du

M23. Ces combattants exigent d'être intégrés à l'armée. Tshisekedi, le président de la RDC, refuse catégoriquement, considérant qu'une telle intégration serait une épée de Damoclès pour son régime. Pour mener la guerre contre le M23/AFC, le gouvernement congolais a largement fait appel à de nombreuses milices qui sévissent dans la région. Elles agissent sous le nom générique de Wazalendo (les patriotes, en kiswahili). Officiellement, leurs membres ont le statut de « réserve armée de la défense ». Dans les faits, les Wazalendo bénéficient d'une grande indépendance et considèrent qu'ils ne sont pas tenus par les engagements pris à Doha, car absents des discussions. En effet, ces derniers avaient demandé à participer aux réunions, mais le refus tant du gouvernement congolais que du M23/AFC a abouti à ignorer les revendications de ces groupes armés. Déjà apparaissent les premières escarmouches entre milices Wazalendo et FARDC. La dernière en date s'est déroulée à Uvira, provoquant la mort d'une dizaine de personnes. Contrairement à ce que Trump déclare, lorsqu'il affirme avoir mis fin à une guerre de trente ans, le conflit perdure, poussant les populations civiles, victimes des exactions perpétrées de toutes parts, à prendre le chemin de l'exil.

Paul Martial

L'offensive multiforme de l'islamophobie d'État

Cette année, c'est sans scandale médiatique que l'exécutif a organisé sa rentrée islamophobe. Les mesures de l'exécutif, qui s'autosaisit pour détruire les organisations musulmanes, sont un signe de la fascisation en cours.

Mercredi 3 septembre, Bruno Retailleau annonçait la dissolution de l'IESH, seul institut de formation théologique pour les imams sur le sol français. Le même jour, les services de police plaçaient en garde à vue les responsables du CCIE (Collectif contre l'islamophobie en Europe), l'une des associations les plus visibles de défense des droits des musulmanes. Vendredi 5 septembre, Gérald Darmanin annonçait l'interdiction du port du hijab à l'École nationale de la magistrature.

De l'impossibilité de se défendre et d'exister

L'enchaînement, dans un temps si court, d'attaques du gouvernement contre deux institutions qui affirmaient la compatibilité de la pratique de l'islam et de la République participe à empêcher la normalisation de l'islam en France : par l'attaque du CCIE et de l'IESH, c'est respectivement la dénonciation de l'islamophobie comme contraire au droit et l'organisation de formations théologiques islamiques « françaises » qui sont déboutées. Se défendre et s'organiser, simplement pour exister sans renoncer à soi pour s'assimiler, cela vaut désormais, pour les musulmanes, d'être repeintes en ennemies de la République et criminalisées. Le changement du règlement de l'École nationale de la magistrature est un jalon pour l'extension de l'invisibilisation des musulmanes — qui vise désormais des étudiantEs, alors que l'université représentait jusqu'ici l'un des seuls espaces où les musulmanes pensaient ne pas pouvoir être exclues. Il ne fait pas de doute que ce changement constitue le marchepied pour l'extension des dévoilements à l'université, légitimés depuis la loi de 2004.

Jusqu'où ira l'exclusion ?

Depuis juin, les musulmanes savent qu'un nouveau couperet tombera, avec une nouvelle loi pour la fin d'année : jusqu'où ira l'exclusion ? Précarisées économiquement par leur exclusion et leur discrimination, ce sont leurs existences entières qui sont placées sous le signe de l'instabilité par le racisme d'État : sans aucune garantie devant l'instabilité des lois et des règlements, sans pouvoir savoir ce qui sera interdit demain, ce qui peut être réprimé ici ou là, à la limite du pouvoir discrétionnaire de telle institution ou de tel raciste, face auquel ils et elles ont de moins en moins d'outils de défense. Il est urgent de renforcer la lutte contre l'islamophobie et que chacunE prenne en charge localement la riposte contre l'exclusion des musulmanes, criminalisées pour leur visibilité. Il nous faut nous mobiliser visiblement, faire de la solidarité réelle une tâche prioritaire, pas seulement pour dénoncer le racisme de l'État, mais en organisant la lutte avec les premierEs concernéEs par la fascisation qui vient.

Hafiza b. Kreje



AMBRE BRAGARD / FASTI

LA RÉPRESSION ISLAMOPHOB ET LA FASCISATION QUI VIENT

L'islamophobie est un racisme d'État qui crée un corps d'exception et l'isole juridiquement. Prenant appui sur un racisme systémique qui traverse toute la société, la répression des musulmanes représente un exercice de style sans véritable obstacle pour un gouvernement en quête de légitimité. Non pas diversion mais fascisation, l'État trouve avec les musulmanes le corps indésirable qui justifie le renforcement de son arsenal autoritaire. Dossier coordonné par la Commission antiracisme

ENTRETIEN « Le gel des avoirs est une forme de mort sociale par la spoliation économique »

Trois questions à **Nadia Méziane de Lignes de Crêtes** sur les modalités actuelles de la répression islamophobe, en particulier sur des dimensions qui retiennent moins l'attention, comme le gel des avoirs, et sur la lutte à développer.



Dimanche 27 avril 2025, manifestation contre l'islamophobie à Paris. PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL / PATRICE LECLERC

1) Quelles sont les formes que prend aujourd'hui l'islamophobie d'État ?

L'islamophobie d'État, comme son nom l'indique, ce n'est pas seulement la loi, mais des décrets, des arrêtés, des pratiques répressives fondées sur la surveillance des sphères musulmanes et sur l'action des bras armés de l'État, ses administrations. C'est ce cadre qui organise les mesures d'effacement comme les dissolutions, les fermetures administratives d'établissements, le gel des avoirs, mais aussi des fermetures arbitraires de comptes bancaires, les interdictions de livres musulmans. C'est la perpétuation du logiciel de gestion coloniale de l'islamité indépendante et le reflet de la nature de la 5^e République, fondée pendant l'insurrection algérienne pour décupler le pouvoir de l'exécutif, notamment au travers de l'état d'urgence, aujourd'hui en grande partie inscrit dans la loi ordinaire. Effectivement, les autres mesures sont moins remarquées par nos alliés que les attaques contre la visibilité musulmane des femmes. Pourtant, le gouvernement communique abondamment à leur sujet : le rapport d'enquête sur les Frères musulmans a été suivi de deux conseils de défense après lesquels Macron lui-même a évoqué l'interdiction de livres, de nouvelles dissolutions et le gel des avoirs. Et dès

L'islamophobie d'État ce n'est pas seulement la loi, mais des décrets, des arrêtés, des pratiques répressives fondées sur la surveillance des sphères musulmanes et sur l'action des bras armés de l'État, ses administrations.

juin, des acteurs et actrices très visibles de nos communautés, notamment des imams comme notre frère Nouredine Aoussat, ont communiqué sur ce sujet. Ainsi que des cibles de la précédente vague, par exemple Elias d'Imzalene et Omar Alsoumi d'Urgence Palestine. Mais le stigmate généré par l'inscription de ces mesures dans le logiciel antiterroriste a encore tendance à susciter des craintes et de l'islamophobie, parfois inconsciente, surtout dans le cadre de la déshumanisation globale des hommes musulmans.

2) Concrètement, que se passe-t-il quand des avoirs sont gelés ?

C'est assez simple et terrifiant : en général, vous réalisez que vous êtes visé en tentant de faire un retrait d'espèces ou de payer avec votre carte bancaire. Ensuite, votre banque vous informe du gel décrété par le ministère. À partir de ce moment, tous vos comptes sont bloqués, vos revenus arrivent mais vous ne pouvez pas y toucher. La mesure est publique, donc infamante. Vous avez droit à un minimum vital versé en liquide et vous devez justifier chacune de

vos dépenses. La mesure est reconductible par tranches de six mois. Elle est contestable juridiquement mais, comme elle repose sur la notion de « soupçon étayé » et que celui-ci peut être constitué par exemple d'une fameuse note blanche, elle est rarement annulée par le juge. C'est donc une forme de mort sociale par la spoliation éco-

3) Comment lutter contre ces mesures de gel des avoirs ?

Je participe modestement, avec mon petit collectif Lignes de Crêtes, à des initiatives musulmanes larges portées par des imams, des collectifs, des associations, des influenceurs, des intellectuels, dont il faut souligner l'extrême courage puisque parler contre l'islamophobie d'État est en tant que tel un motif de répression. En réalité aujourd'hui, simplement continuer à être musulmanE et fierE de l'être, où qu'on soit, c'est déjà résister.

Quant aux camarades de gauche, leur rôle doit être de soutenir sans réserve ni trahir les personnes et structures visées, de prendre conscience de la richesse apportée par nos frères et sœurs dans leurs organisations et de leur donner le maximum de possibilités pour mener le combat contre l'islamophobie — non pas par paternalisme, mais parce que le gel des avoirs, comme les autres mesures islamophobes, ne sont pas des diversions ou des détails de l'histoire : le logiciel islamophobe est le cœur battant de la macronie, il irrigue toutes ses politiques de contrôle et de répression, comme on l'a vu avec l'extension des dissolutions. Et en temps de génocide islamophobe en Palestine, évidemment, l'islamophobie est aussi un des moteurs idéologique et pratique du capitalisme occidental.

Propos recueillis par la commission antiracisme



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Le logiciel islamophobe est le cœur battant de la macronie, il irrigue toutes ses politiques de contrôle et de répression

ÉCOLOGIE Échec des négociations pour encadrer la pollution plastique

Outre les catastrophes climatiques de cet été, une catastrophe d'un autre genre a eu lieu à Genève du 5 au 14 août 2025 : l'impossibilité pour 184 pays de se mettre d'accord sur un traité pour réduire la pollution plastique. Il est temps de changer de stratégie !

Tout a commencé en 2022 avec un accord à l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement : ce dernier prévoyait la création d'un Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique visant à créer un cadre juridiquement contraignant sur la pollution plastique. Ce Comité a organisé cinq séries de négociations entre les États membres, dont la dernière, en 2024 à Busan, n'avait pas abouti.

Deux blocs opposés

Le sommet de Genève n'a pas fait exception. Comme d'habitude, deux blocs s'y sont affrontés. D'un côté, les 95 pays volontaires, dont l'Union européenne, le Rwanda et le Mexique, souhaitant aborder le sujet de la pollution plastique dans son ensemble et notamment la question de la production. De l'autre, les pays pétroliers ou producteurs de plastiques, dont les États-Unis, la Russie, l'Iran, l'Inde, le Qatar et le Koweït, refusant toute réglementation de la production et souhaitant se concentrer uniquement sur le traitement des déchets plastiques.

Même si les prévisions n'étaient pas optimistes avant cette rencontre, il restait un maigre espoir qu'une armée de lobbyistes — 307 représentants des industries pétrochimiques et plastiques — est venue annihiler. À titre de comparaison, il y avait 233 délégués pour représenter l'Union européenne et l'ensemble des États membres de l'Union. On comprend aisément à qui le rapport de forces profitait.

Une triple impasse

Ainsi, trois impasses se sont dessinées. Tout d'abord, l'impossibilité d'avoir un débat sain et équilibré entre les différentes parties. Ensuite, l'incapacité du cadre onusien à permettre la prise de décision. Enfin, l'absence de mobilisation des États et de l'ensemble des sociétés. Pourtant, comme l'ont révélé de nombreuses publications scientifiques, la pollution aux micro et nanoplastiques est omniprésente dans nos sols, nos aliments, notre eau et donc dans nos corps.

Changer de stratégie

Cette nouvelle déception vient souligner l'addiction de nos sociétés aux énergies fossiles. De fait, la production de plastique et ses dérivés découle directement de la production de pétrole. Face à cela, le NPA appelle à mener une autre politique, pour : créer un nouveau multilatéralisme, hors du cadre onusien aujourd'hui stérile, où les pays volontaristes pourront adopter ensemble des mesures et miser sur l'influence de cette politique à l'international ; prendre des engagements forts pour sortir de la dépendance au pétrole — par exemple, l'arrêt de toutes subventions liées à ces activités et l'investissement massif dans les énergies renouvelables — ; interdire la présence de lobbyistes liés aux industries pétrochimiques lors de ces rencontres ; mettre en œuvre une vraie politique de santé publique liée à la pollution plastique. Celle-ci passerait par l'interdiction des composants nocifs, la dépollution des sols et de l'eau et l'augmentation massive de l'investissement dans le secteur de la santé pour prévenir et traiter les maladies qui en découlent.

Commission écologie



ÉDUCATION À l'école, la lesbophobie tue

Le suicide de Caroline, professeure des écoles dans le Cantal, après des mois de harcèlement, menaces et injures en raison de son orientation sexuelle, provoque la sidération et la colère face à la réalité de la lesbophobie en France, mais aussi face aux insuffisances de l'Éducation nationale.

Cela a commencé par une inscription peinte sur le mur de son école : « sale gouine ». Cette école du petit village de Moussages dans le Cantal, Caroline Grandjean en était la directrice. Elle accuse le choc, alerte sa hiérarchie et dépose une plainte qui sera plus tard classée sans suite. À peine est-elle revenue d'arrêt maladie que les insultes reprennent, de plus en plus abjectes. « Gouine = pédophile », « dégage sale gouine » puis une menace de mort déposée dans la boîte aux lettres de l'école : « va crever sale gouine ».

Le village est embarrassé, visiblement plus gêné par les absences de la directrice et la mauvaise publicité que par les insultes lesbophobes. Quant à la direction académique, elle propose à Caroline Grandjean de changer d'école. Elle refuse, en disant que ce n'est pas à la victime de fuir. On tente de lui imposer cette mutation loin de chez elle, « pour son bien ». Finalement, en août 2024, à quelques jours de la rentrée, c'est une nouvelle inscription lesbophobe qui aura raison de sa détermination : elle ne fait pas la rentrée, elle n'en a plus la force.

Inversion de culpabilité

Cela lui est reproché. Après tout, n'est-ce pas elle qui a insisté pour rester à Moussages ? Qui a dénoncé l'affaire dans les médias ? Comble du cynisme et de l'indifférence, la mairie se félicite d'une rentrée « sereine », sans Caroline Grandjean. Quelques jours avant son suicide, elle écrivait à ses collègues que cette deuxième rentrée scolaire où elle manquerait à l'appel serait très difficile pour elle. Il n'y en aura pas d'autre. Lundi 1^{er} septembre, jour de la rentrée des classes, elle s'est jetée du haut d'une falaise, non loin de chez elle, non loin de l'école d'où la haine lesbophobe l'avait chassée.

Il n'y aura pas de minute de silence pour Caroline Grandjean. Le ministère de l'Éducation nationale les réserve à ceux dont les morts peuvent être instrumentalisées pour justifier les politiques sécuritaires et islamophobes.

Il n'y aura pas de minute de silence, parce que la mort de Caroline Grandjean renvoie la société tout entière à sa culpabilité de fermer les yeux et de laisser prospérer la lesbophobie, le ministère à son insuffisance coupable à protéger l'une de ses agentes alors qu'elle était attaquée pour ce qu'elle était. La seule chose qu'il y aura, c'est une enquête administrative. Il y a fort à parier qu'elle conclura que l'Éducation nationale n'a rien à se reprocher, qu'elle a fait « ce qu'il fallait » pour Caroline Grandjean.

Sauf que ce n'est pas suffisant. Avant Caroline, il y a eu les suicides de Lucas, Dina, Avril, des adolescentEs harcelésEs à



l'école parce que LGBT. Se donner bonne conscience par des déclarations de principe contre les discriminations, se contenter de mettre les victimes à distance, cela ne suffit pas.

Ecouter la colère

Même si cela dérange, il faut entendre ce que disait Caroline avant sa mort. Le dilemme impossible, subir ou céder, dont elle ne pouvait sortir. Le silence des habitantEs du village, le silence de ses collègues, le soutien insuffisant de sa hiérarchie, et les petites remarques — qu'elle a vécues comme autant de coups de poignard supplémentaires. Il n'y aura pas de minute de silence, du moins pas à l'initiative du ministère, mais depuis l'annonce de sa mort, une vague d'émotion immense traverse

l'ensemble des travailleurEs de l'Éducation nationale et les associations LGBT. Au rassemblement organisé vendredi 5 septembre devant la rue de Grenelle, les témoignages ont montré que la souffrance de Caroline n'était pas un cas isolé. Malgré les beaux discours, les LGBTphobies sont toujours présentes au sein de l'Éducation nationale et de ses structures. Il n'est pas normal que des personnes doivent faire le choix entre cacher qui elles sont ou risquer leur travail voire leur vie.

Pour Lucas, Dina, Avril, pour Caroline et pour touTEs les autres, il est temps d'obliger l'Éducation nationale à prendre de vraies mesures pour qu'on ne meure plus d'être lesbienne, gay, bi ou trans à l'école.

Raphaël Alberto et Tamara DeVita



Rassemblement en hommage à Caroline Grandjean le 5 septembre 2025 à Paris. Photo publiée sur X. DR

En bref

Écologie Bure (55) : « La manif du futur » contre la poubelle nucléaire

Le projet Cigéo prévoit l'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux à Bure, dans la Meuse. Ces radioéléments restent extrêmement radiotoxiques pour plus de 200 000 ans. Quel beau cadeau notre société réserve aux générations futures ! On s'éclaire pendant quelques dizaines d'années au nucléaire et on laisse, pour des temps infinis à notre échelle, la gestion dangereuse de nos déchets. Alors que les mouvements géologiques des sols et de l'eau, les risques avérés d'incendie et d'explosion peuvent les ramener à terme à la surface. Marteler l'idée que concentrer une masse phénoménale de radioactivité bien au chaud sous cinq villages serait faisable en toute sécurité et sans problème, cela a assez duré. Depuis plus de trente ans, c'est en particulier dans les deux départements de la Haute-Marne et de la Meuse, dans l'est de la France, que la lutte antinucléaire se mène. Une partie de la population s'y mobilise pour empêcher l'enfouissement des déchets nucléaires près de ses lieux de vie. De manifestations en actions et occupations de terres, ils et elles clament qu'en l'absence de solution satisfaisante pour gérer les déchets de l'ère nucléaire, il faut les confiner sous une forme permettant leur surveillance et leur gestion permanente, et non les enterrer et

inévitablement les oublier pour des milliers d'années. On ne se débarrasse pas ainsi de ses déchets en cherchant à les cacher sous terre dans une poubelle nucléaire, comme de la poussière balayée sous un tapis. C'est pourquoi le futur nous donne rendez-vous à Bure le 20 septembre 2025 pour empêcher que le monstre vorace Cigéo exproprie aujourd'hui et confisque notre avenir, contre le nucléaire et son monde pour faire bifurquer le futur !

Plus d'infos ici : <https://manifbure.fr/>



Culture

PODCAST

Passions
Médiévistes

Depuis 2017, sur toutes les plateformes

En 2017, Fanny Cohen-Moreau, passée par des études d'histoire médiévale et une carrière de journaliste, a décidé de lancer le podcast *Passions médiévistes* pour, selon ses propres mots, en finir avec les clichés sur le Moyen Âge. Huit ans plus tard, plus de 220 épisodes et 4 millions d'écoutes cumulées plus tard, *Passions médiévistes* est devenu un podcast de référence.



Il faut dire que le format est original et détonne en partie. Il ne s'agit pas de simples conférences avec des médiévistes reconnus, « célèbres » ou médiatiques. Au contraire, nous sommes bien davantage dans la recherche en train de se faire. En effet, Fanny Cohen-Moreau s'entretient avec des étudiantEs en master ou en thèse, pour qu'iels expliquent leur travail de recherche, leurs découvertes et le discours qu'iels veulent porter à partir de ceux-ci. On y retrouve toute la diversité des études historiques : de l'histoire des techniques à l'histoire du genre, des monographies à l'histoire économique et commerciale, en passant bien entendu par l'histoire politique, militaire ou religieuse. Le podcast fait aussi des incursions en histoire de l'art ou en archéologie. Il explore enfin différentes aires géographiques : en Europe occidentale bien sûr, mais il nous emmène aussi en Scandinavie, chez les Mayas ou en Inde. Fanny Cohen-Moreau a également créé d'autres formats, comprenant des rencontres en public, des partenariats avec le musée de Cluny, des analyses de jeux vidéo... sans oublier l'incroyable *Super joute royale* que nous vous invitons à découvrir au plus vite ! Dans la foulée, la podcasteuse a également créé *Passions Antiquités* et *Passions modernistes*, pour faire connaître l'état de la recherche historique autour de ces deux époques. Bref, *Passions médiévistes* est un podcast que nous recommandons : rigoureux, drôle, qui vulgarise sans simplifier et qui démonte les a priori. Une bouffée d'air frais au moment où Stérin et compagnie instrumentalisent l'histoire.

Sally Brina



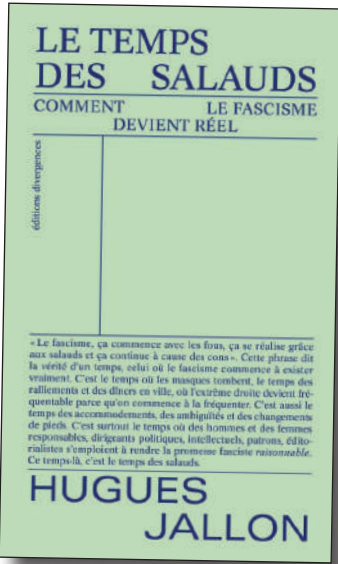
ESSAI

Le temps des salauds. Comment le fascisme devient réel, de Hugues Jallon

Éditions Divergences, 5 septembre 2025, 108 pages, 12 euros.

« Le fascisme, ça commence avec les fous, ça se réalise grâce aux salauds et ça continue à cause des cons. » Mais quelle est la différence entre un fou, un salaud et un con ? Dans cet ouvrage, l'auteur explique comment la vision du premier, par les manœuvres du second, se rend petit à petit raisonnable dans l'esprit du dernier.

De l'omniprésence du salaud dans les médias
« L'opportuniste est un con. Le salaud, lui, sait parfaitement ce qu'il fait. » Le salaud louvoie, manipule, entretient l'ambiguïté. Il fait le malin sur les plateaux, joue avec la sémantique dans les communiqués, reste à dessein toujours sur le fil. Lorsque le fondateur du FN meurt, le salaud pèse soigneusement ses mots, mais rend hommage quand même. Qu'il soit chroniqueur, politicien, homme d'affaires milliardaire, le salaud aime à s'écouter, et encore plus à se



faire entendre. En jouant sur des fantasmes anxiogènes, il façonne l'opinion publique comme il le souhaite. C'est une nécessité : en favorisant les intérêts privés — sous couvert de lutter pour l'intérêt public —, le fascisme, ou tout du moins la détestation de l'antifascisme, sert sa cause.

De la croisade du salaud contre l'affreux « wokiste »
« Un bon moyen de rendre le fascisme réel est de porter tous ses coups contre l'antifascisme [...]. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'en choisissant ses adversaires, on finit par choisir par défaut ses alliés. Et qu'on travaille à leur succès. » Quand « extrêmes » est toujours employé au pluriel, on induit que le racisme et l'antiracisme sont aussi nuisibles l'un que l'autre, que la xénophobie des premiers vaut le « grand remplacement » qui nous attend avec les seconds, et que, de deux maux, le moindre n'est peut-être pas celui qu'on croit. Quitte à être féministe, on saluera donc le combat d'un groupe identitaire dont certaines militantes sont issues de milieux néonazis plutôt que celles qui mettent en avant l'intersectionnalité des luttes. Quitte à se pencher sur le système éducatif, on pointera du doigt le port de l'abaya plutôt que le manque de moyens. Et on

affirmera bien fort que nos trois priorités sont « rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre ! » Alors que la menace d'une victoire de l'extrême droite pèse sur chaque élection et que nombre de ses propositions se fraient déjà un chemin dans nos textes de loi, *Le temps des salauds* cherche à faire tomber les masques. Un texte très accessible, à défaut d'être très porteur d'espoir...

Cyrielle L. A.

Librairie
La Brèche

Événements militants, achats
personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e,
M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

Le NPA à la fête de l'Huma

Comme chaque année le NPA-L'Anticapitaliste sera présent à la fête de l'Huma du vendredi 12 au dimanche 14 septembre à Brétigny-sur-Orge, avec un programme riche et varié.



Le vendredi soir, une table ronde sur le féminisme internationaliste sera organisée (18h). Le lendemain auront lieu deux tables rondes sur les impérialismes (13h) et sur la crise sociale et politique en France (15h), et le meeting introduit par Olivier Besancenot accueillera Aurore Koechlin, Tran To Nga et Salah Hamouri (18h). Dimanche, deux tables rondes se tiendront, sur la montée de l'extrême droite et de la répression (11h) et sur les luttes anti-impérialistes dans les universités (15h). Les soirées de vendredi et samedi seront animées avec des DJ sets d'Imazurée, Sara_Labb et C.L.E.O.2.5.A.7 notamment.

Retrouvez notre stand
avenue Bobby-Sands à l'entrée de la fête!

Programme :	
VENDREDI 12	
18H	« Construire un mouvement féministe internationaliste, sortir du white feminism... » Table ronde avec le NPA, les Féministes révolutionnaires, Solidaires et Anan Abdullah (Soudan)
20H30	« Ne mixe pas, je m'en occupe » soirée avec aux platines : Curls & Sparkles, Imazurée et C.L.E.O 2.5.A.7
SAMEDI 13	
13H	« Désarmer les empires, soutenir les résistances » Table ronde avec Alexis Cuckier (Égalités), Hanna Perekhoda (Ukraine), Laura (Stop Arming Israel), Gilbert Achcar (SOAS Université de Londres), Lana Sadeq (Forum Palestine Citoyenneté)
15H	« Construire une gauche de combat dans la rue et dans les urnes ? » Table ronde avec Olivier Besancenot (NPA), Elsa Faucillon (PCF), Manuel Bompard (LFI) et l'UCL
18H	Meeting du NPA avec Olivier Besancenot, Aurore Koechlin (NPA), Salah Hamouri (Urgence Palestine), Tran To Nga (Vietnam Dioxine)
20H30	« Ne mixe pas, je m'en charge » soirée avec aux platines : Curls & Sparkles, Imazurée et Sara_Labb
DIMANCHE 14	
11H	« Montée de l'extrême droite, répression, violence policière : combattre le racisme et le fascisme ! » Table ronde avec Zine (ancien porte-parole de la Jeune garde), Djamel (Assemblée des quartiers), Nassim (collectif Justice pour Djamel), Amel (NPA)
13H	« Palestine, Ukraine : Comment lutter contre l'impérialisme sur nos fcs ? » Table ronde avec les Jeunesses Anticapitalistes, Katya Gritseva (Priama Diia, syndicat étudiant en Ukraine), Rania (Comité Palestine Jussieu)

KANAKY « La stratégie de l'État, c'est de revenir sur l'accord de Nouméa. Bougival, c'est juste un habillage. »

Entretien avec **Christian Tein**, président du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste), réalisé pendant l'université d'été du NPA

Christian, bonjour. Merci avant tout de bien vouloir nous répondre et de discuter avec le NPA-L'Anticapitaliste. Peux-tu revenir sur la situation depuis mai 2024, qui t'a amené en France et en prison ?

Bonjour à tous les militants, à tous les responsables du NPA. Avant tout, merci pour l'espace que vous me réservez aujourd'hui ici, dans ce rassemblement des militants. Je suis très heureux de passer ces journées avec vous. Depuis qu'on a mis en place la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), avec le congrès de l'Union calédonienne et le FLNKS, on a répété qu'il fallait travailler sur un accord dans lequel on devait trouver tous les fondamentaux de l'accord de Nouméa (ADN). Malheureusement, depuis pratiquement deux ans, le gouvernement de M. Attal, sous la responsabilité de M. Macron, a décidé que nous subirions un calendrier à marche forcée. On a conscientisé les populations, on a pu mobiliser même au-delà des populations kanak : des Calédoniens de toutes les communautés, métropolitains, Javanais, Caldoches... On a pu les sensibiliser à « comment faire pays, faire peuple ensemble ». Malheureusement, on a systématiquement trouvé porte close à Paris, malgré toutes nos alertes.

Le gouvernement a décidé que nous subirions un calendrier à marche forcée. On a systématiquement trouvé porte close à Paris, malgré toutes nos alertes.

On est restés pacifiques. Je le dis souvent : les mobilisations de la CCAT ont toujours été pacifiques. Malheureusement, l'État français a fait la sourde oreille en voulant imposer le dégel du corps électoral. La jeunesse des quartiers nord, qui a toujours été marginalisée ces 30 dernières années, a une fois de plus subi la répression policière. C'est ce qui a déclenché le soulèvement social et politique dans notre pays, dans la nuit du 12 au 13 mai 2024. On le regrette, parce qu'on n'a pas fait tout ce chemin pour ce résultat.

Pour la dimension judiciaire, l'État avait besoin de trouver un bouc émissaire pour tout ce qui s'est passé. J'en ai fait les frais, avec les autres responsables de la Cellule de coordination des actions de terrain, qui est maintenant liée au FLNKS en tant qu'outil de terrain. Je me suis retrouvé en garde à vue pendant plus de 96 heures. Le procureur a décidé de nous envoyer à Paris.

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L'accord de Nouméa, c'est le niveau de protection minimal auquel on est parvenu. Nous ne pouvons qu'évoluer vers la pleine souveraineté et achever le processus de décolonisation.

Il y avait un Airbus qui était déjà préparé depuis 15 jours, il y avait vraiment une stratégie de me faire monter dans un avion, pour m'envoyer loin de la Kanaky. Nous avons subi une humiliation. Au 21^e siècle, la France utilise encore de vieilles pratiques coloniales pour réprimer : exiler des hommes et des femmes loin de leur famille et de leur pays, menottés pendant plus de 48 heures, puis éparpillés et isolés dans les différentes prisons de France. Je suis resté en isolement à la prison de Lutterbach pendant un an, une situation difficile, par décision politique. Cette situation nous a amenés à demander, avec nos avocats, le dépaysement de nos dossiers à Paris. À présent, nos dossiers judiciaires respirent mieux. Nous sommes actuellement en liberté provisoire, nous pouvons circuler dans l'Hexagone. Il nous est interdit de rentrer au pays et de rentrer en contact entre nous. C'est déjà bien d'avoir un pied dehors, bien que ce ne soit pas encore la liberté : nous pouvons rencontrer les gens et continuer à parler de notre lutte.

Peux-tu revenir sur votre analyse de ce que le gouvernement de Macron a tenté de faire avec les dits « accords » de Bougival ? Et nous présenter l'analyse du FLNKS, dont tu as été élu président au dernier congrès, alors que tu étais en prison ?

J'ai effectivement hérité de la présidence du Front quand j'étais emprisonné à Lutterbach. J'ai décidé de reprendre mon bâton de pèlerin et de faire le tour de la France pour expliquer au peuple français les choix qui sont malheureusement pris en leur nom par le gouvernement français. Il est indispensable que le peuple français veille à ce que son gouvernement respecte ses engagements.

Cet engagement, pour nous, c'est l'accord de Nouméa. C'est le niveau de protection minimal auquel on est parvenu. Je rappelle quand même qu'on a inscrit cet accord dans la Constitution de la France : ce n'est pas rien. Si on doit discuter, nous ne pouvons qu'évoluer vers la pleine souveraineté et achever le processus de décolonisation. Le problème, c'est que toute la stratégie de l'État, depuis quelque temps, est de remettre en cause l'accord de Nouméa en ne respectant plus ses engagements. L'accord de Bougival, je le dis, c'est juste un habillage. Les décisions étaient prises depuis un bon moment déjà : c'était préparé, orchestré, millimétré. Bougival n'était qu'une mise en scène. Le FLNKS a rejeté l'accord de Bougival lors de notre 45^e congrès, le 6 août dernier, parce qu'on a considéré que les fondamentaux dans lesquels le peuple kanak et le FLNKS se sont inscrits ne sont pas respectés. Par exemple, deux peuples ont été consacrés dans l'accord de Nouméa : le peuple français et le peuple kanak. À aucun moment, il n'était question du peuple calédonien.

L'accord de Bougival contient trois verrous quasiment infranchissables pour accéder à la pleine souveraineté :

- le rapport de force se trouve modifié par la répartition des sièges au bénéfice de la province Sud, à dominance loyaliste. Il serait donc impossible d'atteindre les 3/5 au congrès de la NC pour espérer transférer les compétences régaliennes ;
- l'État doit donner son feu vert après avoir étudié les modalités et les implications du transfert de chaque compétence régalienne ;
- enfin, le transfert définitif d'une compétence régalienne sera soumis à un référendum local avec un corps électoral ouvert.

Nous ne voulons pas être les derniers Mohicans de la région Pacifique. Le peuple kanak souhaite fermer définitivement cette parenthèse coloniale.

Nous ne voulons pas être les derniers Mohicans de la région Pacifique. Le peuple kanak souhaite fermer définitivement cette parenthèse coloniale.

Et sur le dégel du corps électoral et l'enjeu qu'il y a autour de cette question, immédiatement ?

Le corps électoral, c'est ce qui a cimenté la paix sociale dans ce pays. Je rappelle qu'Éloi Machoro a été assassiné dans un contexte de contestation du corps électoral de l'époque. Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ont été assassinés toujours à cause du corps électoral. Alphonse Dianou, avec les 19 qui ont sombré dans la grotte d'Ouvéa, c'est aussi une contestation du corps électoral. Ce qui s'est passé du 12 au 13 mai, c'est toujours en rapport avec le corps électoral. On a toujours dit que le corps électoral est la mère de toutes les batailles. Nous sommes un tout petit peuple qui tente de s'émanciper dans un contexte colonial, on a donc besoin de maintenir les équilibres au sein de la population, de manière à éviter une mise en minorité de la population locale par une immigration massive, avec les conséquences économiques et sociales que l'on connaît tous. Il s'agit de maintenir les équilibres pour garantir la paix sociale tant que nous sommes en situation coloniale.

Le corps électoral est la mère de toutes les batailles. Il s'agit de maintenir les équilibres pour garantir la paix sociale tant que nous sommes en situation coloniale.

Dans l'accord de Bougival, en pratique, on ouvre le corps électoral à des milliers de gens qui vont pouvoir décider du devenir du pays. L'avenir du pays doit être confié avant tout entre les mains des populations concernées. Il y a plusieurs communautés qui vivent en Kanaky. Je rappelle quand même qu'en 1983, les Kanak, seul peuple colonisé, ont ouvert leur droit à l'autodétermination aux victimes de l'histoire coloniale. Il n'y a pas eu beaucoup de peuples dans le monde qui aient fait le même choix, et nous ne l'avons pas fait pour nous retrouver en minorité dans notre propre pays : nous l'avons fait pour co-construire notre pays avec ceux qui veulent bien faire peuple avec nous. Voilà pourquoi il faut pérenniser dans le temps l'état d'esprit qui accompagne la protection du corps électoral, parce que nous ne sommes pas à l'abri des mouvements de population qui peuvent anéantir le rêve d'indépendance du peuple kanak. C'est le droit le plus élémentaire d'un peuple colonisé. **Propos recueillis par Cathy Billard et François Mailloux**

À lire sur le site



Retrouvez ici la version intégrale de l'entretien

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA.Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)
lanticapitaliste.presse
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste
la revue

Le n°166-167 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine

